



Discours de clôture

Laurent Escure, Secrétaire général

Cher(e)s ami(e)s, cher(e)s camarades,

Nous voilà presque arrivés au terme de notre congrès. Je dis presque, car avant d'en terminer vraiment pour ensuite nous retrouver à la soirée festive, il me reste à vous dire quelques mots pour conclure ce magnifique congrès.

Nous sommes désormais dotés d'un projet qui va nous guider pour les 4 années qui viennent. Les débats auxquels vous avez, toutes et tous, participé, ont été riches et ils nous serviront de point d'appui pour faire face à l'actualité des prochaines semaines et des prochains mois.

Je voudrai revenir sur quelques points saillants de ce congrès, vous parler également de la nouvelle période qui va s'ouvrir en vous proposant une série d'éléments à cultiver et à mettre en avant. Enfin, je terminerai sur notre ambition commune.

Nous avons choisi de renforcer notre approche de la double transition écologique et technologique ainsi que notre engagement sur ce sujet.

Ces transitions occupent déjà et vont occuper une place croissante dans nos vies, nos collectifs de travail et dans la société. Elles sont la grande affaire des 15 à 20 ans qui viennent.

Certains pourraient trouver qu'on s'éloigne de notre cœur d'activité ou de nos valeurs en allant sur ces questions, c'est en réalité exactement le contraire.

C'est tout à fait dans notre activité car la défense concrète des intérêts matériels et moraux des travailleurs que nous représentons, passe désormais aussi par une prise en compte très nette de ces dossiers.

J'ajoute que nous avons toujours considéré à l'UNSA qu'au delà des intérêts immédiats à défendre, nous étions aussi un syndicalisme de la transformation sociale, ce qui nécessite aussi de prendre en compte l'avenir et l'intérêt général.

Par ailleurs, la transition écologique comme la révolution technologique sont également en rapport étroit avec les valeurs qui sont les nôtres depuis la création de l'UNSA : je pense ici à la place de l'Humain, à l'humanisme et à l'universalisme.

Nous à l'UNSA, nous affirmons qu'il n'y aura pas de transition écologique si la justice sociale n'est pas au cœur de ces changements.

Mais nous affirmons aussi que la transition écologique n'est pas une option facultative car il est question de la survie même de l'espèce humaine.

Et si l'humanité est en extinction et finalement disparaît, il y aura d'une certaine façon une forme de justice sociale... mais pas celle que nous espérons.

Cette prise de conscience en impose une autre que nous devons affirmer.

Les adeptes des inégalités, du repli sur soi et du nationalisme sont les ennemis de la transition écologique.

On ne pourra en effet pas faire réussir la transition dans un seul pays, voire une seule région ou une seule entreprise ou service.

Evidemment il faut aussi agir à l'échelle de l'entreprise, du service, des territoires ou des pays (et nous venons du reste de nous doter de mandat en ce sens), mais c'est bien à l'échelle européenne et mondiale que les choses doivent et vont se jouer.

Du local au global, chaque acte, chaque décision aura son importance. Il en est de même de la révolution technologique.

C'est bien à l'échelle internationale que se joue le fait que les humains gardent la maîtrise des outils qu'ils ont créés... personne ne peut imaginer que le Web, l'intelligence artificielle, les biotechnologies soient maîtrisables ou régulables au seul plan national ou régional.

Alors, dans le cadre du syndicalisme international (CES, OIT, CSI), nous aurons à pousser cette idée. Idée qui impose aussi de penser la gouvernance de l'Europe comme du monde et pour ce dernier, avec une vision multilatérale.

Nous agirons, pour ce qui nous concerne, en syndicalistes mettant au cœur, la solidarité internationale des travailleurs mais nous avons aussi besoin d'interlocuteurs politiques démocratiquement choisis avec lesquels négocier ces transitions.

Car seuls des cadres démocratiques et politiques, européens et mondiaux permettront de réguler, de contrôler, voire de contraindre les intérêts financiers et privés. Si ce ne sont pas ces outils démocratiques supranationaux qui le font, alors on laisse la gouvernance du monde aux seules superpuissances (qu'elles soient publiques ou privées) qui défendront d'abord leurs intérêts avant de défendre ceux de l'humanité toute entière.

Enfin cette double transition pose la question de la place des femmes et des hommes dans le futur proche. Etre humaniste comme nous y pousse notre charte des valeurs, c'est viser l'universel et défendre l'émancipation de chacune et de chacun.

Ainsi, en nous engageant pour une transition écologique qui ne laisse personne de côté et qui se fasse dans la justice sociale, en souhaitant que l'Humain garde la main et maîtrise les technologies qu'il a créées, nous sommes bel et bien complètement dans la droite ligne de nos valeurs fondatrices.

Bref, nous, à l'UNSA on tiendra les deux bouts : celui de la transition écologique et celui de la justice sociale !

C'est le sens de notre démarche collective, initiée dans le collectif « les places de la République » et concrétisée par les 66 propositions du Pacte écologique et social, co-signé par 19 organisations. Il nous faudra faire vivre ce pacte, dans le cadre de son comité de pilotage dans lequel l'UNSA est représentée et dans la perspective du lancement d'un observatoire du pacte à l'automne prochain. Nous ferons ensemble régulièrement le point dans nos instances.

Nous chercherons aussi dans les prochains mois à croiser avec d'autres nos regards, à nouer des alliances sur le sujet de la révolution technologique dont certains pensent qu'elle est une forme de 4^{ème} révolution industrielle et qui, accessoirement, pourrait être au service de la transition écologique. L'omniprésence voire l'omnipotence des technologies percute d'ores et déjà nos vies professionnelles et privées comme nos cadres démocratiques.

L'information instantanée (avec son cortège de fake-news ou de manipulations), les biotechnologies, l'accroissement des objets connectés, le développement massif des algorithmes dont certains sont déjà autonomes, j'en passe, posent des questions cruciales : évidemment des questions sociales dans le rapport individuel et collectif au travail mais aussi des questions démocratiques, et enfin des questions éthiques et de libertés.

Nous le savons, sur tous ces thèmes, les idéologues du repli, du rejet, de la ségrégation, du nationalisme seront les ennemis de la réussite de ces transitions. Défendre une vision planétaire et dans ce cadre une action européenne est indispensable. Tout autre choix serait mortifère.

Mais ces transitions nous ne les réussissons que si chaque individu, chaque acteur, chaque entreprise s'y engage pleinement.

Car c'est un changement massif des modes de vie, des modes de production, des modes de consommation qu'il faut opérer. Et pour cela, il faut que des solidarités, dans le monde comme en France, soient mises en place pour aider les populations les plus fragiles à passer ces caps.

C'est pour cela que la justice sociale et fiscale doit être au cœur de ces transitions, sinon elles échoueront.

Les modifications des activités, donc de l'emploi, comme celles liées aux technologies (et dans les deux cas les bouleversements qu'elles engendrent), exigent des plans d'accompagnement et d'investissements massifs.

Il faut équiper les populations, non seulement pour qu'elles acceptent ces transitions, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui, mais qu'elles y voient une chance voire un espoir.

Et quand je parle d'équiper, je parle à travers des mécanismes de solidarité et d'aides, évidemment des équipements matériels individuels et collectifs mais pas seulement.

Il faut aussi « équiper » les individus en termes de compétences, par la formation initiale, la formation continue et la formation professionnelle, pour qu'ils puissent maîtriser ces changements et s'engager dans les reconversions professionnelles. Dans certains secteurs d'activité, ces reconversions seront très nombreuses et elles toucheront pour notre seul pays, des centaines de milliers voire des millions de travailleurs.

Bien sûr, la bascule vers un autre modèle sera créatrice de centaines de milliers d'emplois nouveaux chaque année, mais ces emplois pourront-ils être pourvus ?

Et évidemment, ces besoins de reconversion et de formation toucheront d'abord les populations les plus fragiles, les moins qualifiées et les plus éloignées de l'emploi.

Alors sur ces sujets mes amis, pour nous, la formule « À l'UNSA, on s'occupe de moi », n'est pas un simple slogan mais un engagement. Un engagement que nous toutes et nous tous à l'UNSA, nous prenons.

Et c'est pourquoi, je veux dire avec vous et avec force à toutes les personnes qui pour faire face à ces basculements, auront besoin d'aide, d'appui et d'accompagnement, qu'elles pourront compter sur les militantes et des militants de l'UNSA.

Chômeurs, Précaires, intérimaires, travailleurs à temps partiel imposé, travailleurs pauvres, et toutes celles et tous ceux qu'on désigne comme ceux qui ne sont rien.

Nous, à l'UNSA, on vous considère... On vous considère comme des personnes, on vous considère comme des personnes à défendre et à défendre en priorité... le message est clair :

L'UNSA n'abandonnera personne sur le bord de la route des transitions !

En France, c'est dans ce contexte doublé d'une situation politique et sociale très tendue, que s'ouvre ce qui doit être un deuxième temps du quinquennat en cours.

La sortie du Grand débat et les mois qui viennent, doivent être un tournant, un tournant social et démocratique.

La méthode employée jusqu'à présent a montré les limites du « en même temps ».

Pour le dire par l'exemple, si on parle de « flexi-sécurité », on l'a vu depuis près de 2 ans, la flexibilité, c'est tout de suite et la sécurité c'est plus tard et peut-être.

Si l'on parle répartition de la richesse et notamment la richesse publique, les exonérations et les aides sans conditions aux plus fortunés, c'est tout de suite ; celles aux plus fragiles et aux travailleurs, c'est plus tard et progressif et encore je ne parle pas des APL ou des services publics où quand c'est tout de suite, c'est pour des régressions, et quand c'est plus tard et peut-être, c'est pour d'incertaines améliorations.

Bref le « en même temps » a un problème d'élasticité temporelle et d'équilibre, c'est en même temps mais pas au même moment.

Mais le « en même temps » du Président et du gouvernement, pose un problème plus important :

Il sous-entendait une forme d'équilibre dans les répartitions des efforts et des bénéficiaires, et sur ce plan, la balance du « en même temps » penche terriblement du côté des plus favorisés.... Alors que pour compenser les inégalités et les fractures sociales, numériques, éducatives, territoriales, il faut au contraire et en urgence faire beaucoup plus pour ceux qui ont le moins. C'est d'abord une exigence de justice sociale mais c'est aussi une exigence d'efficacité.

On ne réussira pas les transitions et on ne préparera pas la France de 2040 si l'on n'entraîne pas tout le monde dans ces changements. Il ne peut pas y avoir les laissés-pour-compte, les oubliés, les relégués des transitions qui formeraient la génération des sacrifiés de la bascule que la France et l'Europe doivent accomplir.

C'est pourquoi, pour cette deuxième partie de quinquennat, Monsieur le Président de la République, Monsieur le Premier ministre, Mesdames et Messieurs les membres du gouvernement, Mesdames et Messieurs les membres de la majorité...

Les délégués du congrès de l'UNSA ont un message pour vous :

Ne perdez pas de temps, et remettez le social au cœur de votre politique. La cohésion sociale de notre pays, ses performances économiques mais aussi l'esprit même de l'idéal républicain exigent des mesures de justice et d'équité. Soyez-en sûrs, sur le social, l'UNSA ne lâchera rien !

Plusieurs dossiers permettront de constater si message a été entendu. Car les déclarations d'intention ne suffiront pas, nous aurons besoin d'actes concrets. Je peux en citer quelques : la prise en charge de la dépendance, les aides et accompagnements des ménages et notamment les plus modestes pour les transitions, les échelles de salaires pour en finir avec des écarts indignes, la redistribution à travers une réforme fiscale et dans ce cadre l'évaluation des « niches fiscales », les politiques de santé, la prise en compte de tous les territoires... J'y ajoute la Fonction publique où la copie doit être revue ... mais vous le savez, dans ce secteur, nous aurons l'occasion de l'exprimer lors de la grève du 9 mai prochain.

Un dossier, va vite être révélateur... c'est celui des retraites. Je m'y arrête un moment.

A l'UNSA nous n'étions pas demandeurs d'une réforme systémique. Pas par conservatisme, mais parce que nous pensions que nous pouvions régler les changements d'approche et les inéquités dans le cadre actuel y compris en faisant, comme c'est déjà le cas, converger certains régimes.

Mais si Réforme, il y a, l'UNSA a des mandats simples :

- garder un système par répartition et de solidarité intergénérationnelle
- avoir des revenus de remplacement qui soient le moins éloignés possible des revenus d'activité avec donc de futurs retraités qui ne doivent y perdre par rapport à aujourd'hui.

On y ajoute, que quitte à faire une réforme, celle-ci doit, certes, offrir une meilleure visibilité à des travailleurs qui ne sont plus comme avant dans des silos d'activité et qui passent d'un statut donc d'un régime à l'autre et parfois plusieurs fois dans leur carrière.

Mais je le répète, quitte à faire une réforme, elle doit aussi corriger les inégalités actuelles et bénéficier : aux femmes, aux carrières longues et à ceux qui ont eu des métiers pénibles.

L'UNSA participe et participera aux discussions avec ces objectifs mais nous ajoutons deux conditions : sortir de la cacophonie gouvernementale et notamment sur l'âge légal de départ, il est à 62 ans, il ne doit pas être plus tardif.

Et avoir des engagements qui ne remettent pas à plus tard les effets correctifs qu'il faudra mettre en place pour éviter que des catégories entières soient les punis de la réforme.

Pour illustrer ce propos, on peut nous dire : « ne vous inquiétez pas, ceux qui vont perdre s'y retrouveront car nous allons améliorer les carrières et les salaires.... ». Comme cet engagement est en réalité une promesse très incertaine, dans le public car le gouvernement de dans 8 ans pourra ne pas l'honorer, et dans le privé car les salaires ne relèvent pas, en dehors du smic, des compétences de l'Etat.

Si comme cela a été dit, il ne s'agit pas de faire des « économies » avec cette réforme, il faudra bien en revanche trouver des financements supplémentaires de solidarités, qu'ils soient internes au système ou qu'ils relèvent de la solidarité nationale.

Mais là, encore, vu la complexité technique du dossier, l'UNSA alerte les pouvoirs publics sur la méthode. Ce seront les projections de ce que donnera la réforme qui détermineront le point de vue de ceux qui seront concernés. Projections que nous demanderons dès la semaine prochaine lors de notre rencontre avec Jean-Paul Delevoye, le Haut-Commissaire à la Réforme.

Mais s'il s'agit de réussir, alors nous proposons de prendre le temps : le temps de trouver les correctifs nécessaires, le temps de vérifier les effets de bords.

Par ailleurs, nous optons pour que le temps de transition soit le plus long possible. Ainsi les éventuels effets négatifs seront atténués.

Nous demanderons enfin que des clauses de revoyure soit inscrites dans la loi notamment pour toute la période transitoire, pour permettre d'ajuster les mécanismes et de corriger des défauts de conceptions et autres vices cachés.

Mais évidemment, ce qui commandera l'aboutissement de cette réforme, c'est qu'elle soit claire, juste, comprise et acceptée socialement.

Car si la justice et l'acceptation sociale dans le pays ne sont pas au rendez-vous, alors la prudence et la raison devront l'emporter. Les tensions déjà à l'œuvre dans notre pays sont suffisamment fortes pour qu'on n'en ajoute pas. Mais une chose est sûre, à toutes les étapes, l'UNSA et ses composantes sauront prendre leur responsabilité par la négociation mais aussi, s'il le faut, par l'action.

Outre, le tournant social que nous demandons, la crise des gilets jaunes a été également le signe d'une demande de renouveau de notre démocratie.

Je ne parle évidemment pas là des dérives haineuses, violentes et factieuses que nous avons dénoncées et dont les auteurs sont les ennemis de la démocratie.

Mais quand l'opposition politique est globalement en miettes, que l'on contourne toutes formes de contre-pouvoirs, que l'on se met à dos les collectivités locales, ou que l'on écarte les acteurs de la démocratie sociales ou ceux de la société civile organisée, il ne faut pas s'étonner, dans ce vide créé, qu'émergent des mouvements atypiques.

Et à cette occasion, les premiers épisodes du mouvement des gilets jaunes comme le succès de participations aux réunions du grand débat (je ne parle pas là du marathon présidentiel mais des centaines de milliers de personnes qui ont participé aux réunions locales et qui ont déposés des millions de contributions individuelles). Ces deux France qui ne se croisent d'ailleurs pas... ont exprimé un besoin de renouveau démocratique.

La démocratie est, certes, un système qui permet de dégager des majorités pour prendre des décisions et conduire de manière stable des politiques publiques.

Mais la démocratie se mesure aussi à sa capacité à prendre en compte les autres sphères de la démocratie représentative.

Par ailleurs, une démocratie aboutie permet aussi de protéger des minorités de la tentation de la tyrannie du plus grand nombre... et je fais allusion ici aux ignobles actes racistes, antisémites, homophobes, sexistes qui ont fait la triste actualité de ces derniers mois.

Réfléchir à un renouveau démocratique est nécessaire.

Mais la première étape devrait être de faire vivre à nouveau la démocratie représentative sous toutes ces formes.

Et là aussi, l'UNSA a un message pour le Président de la République :

Les partenaires sociaux, le mouvement mutualiste, les grandes associations qui représentent des millions de citoyens engagés, ne sont pas des obstacles à contourner mais une part de la démocratie à associer, à consulter et à prendre en compte.

Nous l'avons montré dans le cadre des Places de la République et avec le pacte des 19 organisations, nos contributions sont des atouts pour le débat démocratique.

Plus spécifiquement sur le plan social, là aussi la valeur ajoutée des partenaires sociaux est indéniable. Les pouvoirs publics ne peuvent pas tout, ils ne doivent pas être les seuls acteurs du social et le schéma qui consiste à renvoyer les négociations à la seule entreprise ou au seul service n'est pas satisfaisant. Les grandes questions qui intéressent l'ensemble des travailleurs et qui peuvent de surcroît, relever de l'intérêt général, nécessitent que le syndicalisme interprofessionnel qui les représente puisse pleinement jouer son rôle au plan national.

Et le fait que le syndicalisme soit lui aussi comme la sphère politique touché par une crise ne peut justifier d'aucune façon, sa mise sur la touche.

Mais attention, si nous avons, nous syndicats, à balayer devant notre porte, à assumer notre part de responsabilité, la crise syndicale est avant tout une crise de la démonstration de son utilité et d'abord dans toutes les entreprises où il n'y a aucun syndicat. Mais il ne s'agit pas d'une crise de légitimité.

Le syndicalisme français est divisé mais il regroupe tout de même plus de 2,5 millions d'adhérents actifs, ce qui est, il me semble, bien plus que le nombre d'adhérents de tous les partis politiques cumulés (même en comptant les adhésions gratuites) ...

Le taux de participation aux élections syndicales, lorsqu'il y a des listes, oscille selon les secteurs entre 50% et 70%, ce qui est semble-t-il, bien plus que la plupart des élections politiques.

Alors il ne s'agit pas d'opposer la sphère politique à la sphère syndicale, ni de se réjouir de ces chiffres, qui ne sont pas assez élevés, mais simplement d'affirmer que la légitimité des représentants syndicaux n'est pas contestable et qu'elle est au moins aussi forte que la légitimité des élus politiques.

Nous avons à réfléchir à cette crise démocratique globale, mais chacun doit le faire en étant respecté pour ce qu'il est.

C'est aussi ce message que nous devons faire passer, le syndicalisme est respectable et il doit être respecté.

Cela ne nous exonère en rien de l'analyse que nous devons faire nous-même. Trop de travailleurs ne sont pas adhérents et souvent parce qu'ils ne sont pas en contact avec des délégués syndicaux... Les plus jeunes sont beaucoup moins syndiqués que les plus anciens...

La sociologie du travail a changé et de plus en plus de travailleurs isolés et précaires craignent que l'engagement syndical ne les pénalise.

Une partie des travailleurs, et notamment ceux de l'intérim ou les plus éloignés de l'emploi deviennent le prolétariat dégradé du XXIème siècle et ne se sentent pas toujours représentés par les syndicats.

D'autres se détournent des syndicats, simplement à cause de l'image que les syndicats donnent d'eux-mêmes, à cause de leur division ou/et à cause d'appareil syndicaux bureaucratiques qui semblent très éloignés de la réalité des travailleurs quand ils ne sont pas dans la confusion de genres avec des discours très politisés.

Alors pour redonner le sens de l'adhésion et le goût de l'engagement, nous devons analyser, expérimenter et innover. Et c'est d'ailleurs un mandat que nous nous sommes donnés dans la résolution générale. Mais nous aurons aussi à croiser avec d'autres cette réflexion.

Et puisque je parle d'autres, je voudrai m'arrêter un peu sur le travail commun que nous faisons avec les syndicats réformistes.

Pour certains observateurs, la division syndicale aurait un remède tout trouvé, sous forme d'incantation : « mais qu'ils se regroupent bon sang ! ».

Ces magiciens de l'union syndicale prennent appui sur la réalité de deux grandes familles syndicales : les réformistes (ou constructifs ou pragmatistes ou progressistes, peu importe l'appellation, ceux qui sont pour construire des compromis) d'un côté et les contestataires conservateurs jusqu'au-boutistes, de l'autre. Mais cette pression extérieure au syndicalisme et cette injonction au regroupement est une erreur. En effet, cette stratégie qui chercherait de l'extérieur à forcer les choses, je l'appelle la stratégie des « 4 mariages et 1 enterrement ».

Car si des contraintes extérieures obligeaient les organisations actuelles à se regrouper, on risquerait bien, à l'inverse de l'objectif affiché, de se retrouver avec la fin du syndicalisme interprofessionnel pour basculer vers un syndicalisme encore plus éclaté.

Car le risque que court le syndicalisme aujourd'hui c'est le risque du repli ultra-corporatiste sur l'entreprise ou le service et donc, le risque de l'explosion et de l'extrême fragmentation syndicale qui du coup perdrait de vue tout sens du collectif et de l'intérêt général.

Voilà pourquoi à l'UNSA, nous ne sommes pas les partisans des regroupements contraints, d'autant que dans notre ADN, nous avons plutôt le goût de l'Union libre.

Mais si nous ne sommes que pour le libre consentement aux initiatives communes, nous devons affirmer que ces initiatives ont du sens.

Pour une raison simple, lorsque nous disons avec d'autres des choses que nous partageons, les idées que nous portons ensemble, ont plus de force.

Et nous continuerons donc à faire avec les autres composantes du camp réformiste, ce que nous avons fait ces dernières années au plan syndical et quand les sujets l'exigent, ce que nous avons fait dans le cadre de collectif plus large comme les « Places de la République ».

Je sais que dans certains secteurs, nous sommes en concurrence et parfois en franche opposition avec certains syndicats du camp réformiste, et pour être précis avec la CFTC ou la CFDT... Et alors ?

Cette compétition sectorielle ou cette différence d'approche doit-elle nous empêcher sur les grands sujets d'ordre général de nous exprimer en commun ? La réponse est non.

Au contraire, quand sur des grandes questions sociales, ou relevant de l'intérêt général des travailleurs, nous avons peu ou prou le même point de vue, le dire ensemble donne encore plus force à nos points de vue.

De la même façon, croiser nos regards sur la crise du syndicalisme, sur les évolutions de la démocratie sociale, échanger et se fabriquer des expertises communes, des observatoires mutuels ne nuira pas à nos organisations ; au contraire, chacune d'entre elle en sortira renforcée.

Cette logique de coopération et de construction commune, dans le respect de l'identité de chacun, est attendue par les travailleurs. Car à chaque fois que nous pouvons, dans l'intérêt de celles et ceux que nous représentons, faire des actions ou dire des choses que nous pensons chacun, il est de notre devoir, et d'abord pour être efficace, de le faire.

Cette méthode, outre le fait de rendre service à l'intérêt général et donc à toutes celles et tous ceux que nous représentons, a la vertu, aussi de rapporter à chacun des membres de cette famille des réformistes. C'est la logique de l'union libre.

Mais, lorsque l'on parle de la crise de la démocratie sociale, il y a un sujet qui mérite d'être revisité, c'est celui de la représentativité syndicale. Nous l'avons d'ailleurs à nouveau inscrit dans notre résolution générale. Nous pensons que pour déterminer la représentativité, il faut s'appuyer sur les suffrages des travailleurs. Les lois de 2008 pour le privé et de 2010 pour le public, ont le mérite de l'avoir pris en compte mais il faut désormais pousser cette logique jusqu'au bout.

C'est pourquoi l'UNSA va faire campagne pour la création d'une représentativité générale qui additionnera les voix du privé et du public permettant de calculer le % et un seuil au-dessus duquel on est représentatif. Il ne s'agit pas remplacer la mesure de la représentativité du Privé ou celle du Public mais d'avoir, en plus, cette représentativité générale pour tous les cas où il est question de l'ensemble des travailleurs qu'ils soient du public ou du privé.

Beaucoup de personnes l'ignorent mais aujourd'hui, par exemple, concernant l'assurance maladie et pour composer les instances, le collège des syndicats, l'est uniquement, sur la base de la représentativité du Privé comme un héritage de l'ancienne représentativité « éternelle », irréfragable.

Pourtant, l'assurance maladie concerne tout le monde, il serait donc juste que ce soit la représentativité globale public-privé qui soit prise en compte.

Si demain, la réforme de retraites aboutissait et que soit créé un tronc commun à tous, là encore, la représentation syndicale devra être globale.

Et c'est le cas aussi de tous les sujets d'ordre général qui peuvent faire l'objets de débats, de consultation ou de concertations nationales, le bien-être au travail, les risques psycho-sociaux, les discriminations, le sexisme, les risques musculo-squelettiques, l'impact des technologies, la transition écologique... et qui concerne aussi bien les travailleurs du privé que ceux du public.

J'ajoute que la sociologie du monde du travail change et que désormais on passe plus souvent d'un statut à un autre et parfois plusieurs fois dans une carrière... Là aussi il serait logique que ceux qui votent sachent que leur voix sera comptabilisée au plan global, même quand ils changent de secteur entre deux cycles.

La proposition de l'UNSA, à l'image de l'écart qui existe entre le seuil de représentativité dans l'entreprise (qui est de 10%) et celui du niveau interprofessionnel privé (qui est de 8%), est que le seuil de cette nouvelle représentativité interprofessionnelle globale soit fixé à 7%.

Sur ce sujet, nous mènerons campagne, comme aux origines de l'UNSA lorsque nous combattions le monopole issu de la représentativité irréfragable.

Et nous allons le faire, non pas pour des intérêts de boutique mais parce que cette idée est juste, elle complète la démocratie sociale, et elle est simplement dans l'intérêt général des femmes et des hommes qui travaillent, quel que soit leur secteur d'activité, et qui doivent pouvoir constater que leurs voix sont comptées. Et que ce sont donc bien eux, qui choisissent librement ceux qui les représentent.

Evidemment, cela ne signifie pas que nous allons délaissé la bataille pour la représentativité nationale interprofessionnelle du privé. Au contraire nous allons amplifier nos plans de développement et confirmer cet objectif. Et au regard de nos implantations, la question n'est pas de savoir si nous allons l'atteindre, mais quand nous l'atteindrons, car inéluctablement l'UNSA gagnera cette représentativité.

Mais sur ce sujet, je vais vous faire une confidence... Quand des observateurs, parfois bien intentionnés, parfois moins, me demandent : « Alors, l'UNSA quand est-ce que vous devenez représentatifs ? ». Ma réponse est simple : « Mais nous sommes représentatifs ! ».

Nous sommes représentatifs pour des millions de travailleurs du Public, nous sommes représentatifs pour des millions de travailleurs du Privé, nous sommes dans le top 2 et le top 3 de nombreux secteurs d'activités qui régulièrement font la une de l'actualité sociale.

Bref, n'ayons sur ce sujet aucun complexe, nous n'avons pas en avoir mais en revanche, continuons à afficher notre ambition : et cette ambition est toujours la même : Plus fort l'UNSA !

J'arrive presque au terme de mon propos, mais avant de conclure vraiment, je voudrais parler de nous, de nous l'UNSA et de quelques-uns de nos atouts.

Nous aurons dans les années qui viennent, et dans un même mouvement, à rendre l'UNSA plus forte mais aussi à innover, à expérimenter, à tester pour essayer de ramener au syndicalisme une part croissante de celles et ceux qui travaillent.

Pour revivifier l'idée syndicale et essayer de répondre aux nouvelles aspirations démocratiques, nous ne partons pas de rien et notamment grâce à notre principe d'organisation basé sur l'autonomie.

Ce mode d'organisation, attire, séduit des équipes syndicales, qui y trouvent leur compte pour décider librement de leur stratégie au plus près de leur terrain d'activité.

Le modèle centralisé souvent très injonctif ne correspond pas aux attentes des militants de proximité d'aujourd'hui.

Bien sûr, la marque UNSA n'est pas un simple label, je parle donc bien de l'autonomie mais de l'autonomie bien comprise qui tient en peu de mot :

Pour être libres, il faut accepter le ensemble de « Libres ensemble ».

Pour le dire autrement, pour bénéficier de la marque autonome, il faut en accepter les règles suivantes :

- prendre en compte l'intérêt général ;
- se conformer à notre charte des valeurs
- et puisqu'elle en a désormais la même force statutaire, se conformer à notre charte éthique, financière et solidaire.

Nous continuerons à être intransigeants là-dessus.

Mais quand ces règles du vivre ensemble sont respectées, l'autonomie de nos structures est un bien précieux qu'il faut cultiver. C'est un des moyens de notre développement et nous devons toutes et tous, en être les garants.

Nous serons là aussi très attentifs au fait que ce principe de liberté dans les choix de nos équipes de proximité soit respecté.

Et pour être encore plus précis, chaque étage de la maison UNSA doit le respecter.

Les pratiques autoritaires et arbitraires, n'ont pas leur place à l'UNSA.

Cette originalité dans notre fonctionnement nous permet de créer, chaque jour, de nouvelles sections syndicales ; elle doit être cultivée.

Je l'ai dit, l'autonomie de nos composantes se nourrit du collectif et de nos valeurs, qui, elles aussi, sont fondamentales. C'est pourquoi nous les avons réaffirmées dans notre projet.

Ces valeurs sont à la fois simples et fortes :

Ce sont les valeurs de la République jusqu'au bout : Liberté, Egalité, Fraternité, où chacun de ces trois mots se nourrit des deux autres et où aucun d'entre eux n'est oublié.

Nos valeurs placent aussi au centre, le principe laïque du respect absolu de la liberté de conscience et notre combat farouche contre toutes formes de discriminations.

Ce socle de valeurs nous protège des extrémismes et nous permet d'être accueillant à toutes les convictions qui sont et c'est bien naturel, plurielles chez nos adhérents.

Mais ces valeurs, ne sont pas pour nous que des mots ou des concepts. Ces valeurs, nous les faisons vivre concrètement au sein de l'UNSA et au sein des collectifs de travail où nous agissons.

C'est ainsi qu'à l'UNSA, on milite ensemble, quelle que soit notre origine sociale, culturelle, territoriale, quels que soient nos diplômes ou nos qualifications, quel que soit notre statut, quels que soit notre genre, nos conceptions philosophiques, notre orientation sexuelle ou notre couleur de peau.

Et c'est ainsi, également, que dans nos entreprises, dans nos services, dans nos administrations, nous agissons quotidiennement pour défendre celles et ceux qui sont victimes de harcèlement, de violences, de discriminations et pour faire reculer la bêtise des préjugés et des stéréotypes qui les nourrissent.

Ces derniers mois, des événements ignobles portés par les vents mauvais de la haine sont venus nous rappeler qu'ils ne sont jamais loin les ennemis de la démocratie et de la République.

Mais il faut que tous les porteurs de haine, que toutes les personnes qui attaquent les juifs, les musulmans, les noirs, les étrangers, que tous les fanatiques, les nationalistes, les factieux, sachent qu'ils auront face à eux la force de la République et de ses citoyens, qu'ils sachent que les militantes et les militants de l'UNSA seront toujours là pour les stopper, qu'ils nous trouveront toujours debout pour leur dire simplement : vous ne passerez pas.

Alors l'UNSA forte de ses valeurs, forte de sa marque autonome, est également forte de sa capacité à être un laboratoire d'idée, une zone d'expérimentation syndicale.

Et nous devons innover si nous voulons convaincre une part croissante des près de 9 travailleurs sur 10 qui ne sont pas aujourd'hui syndiqués, de s'engager dans un syndicat et de venir à l'UNSA.

Nous l'avons validé lors de ce congrès. Nous allons mettre en place, avec l'équipe nationale, une plateforme mutualisée de services. Celle-ci s'adresse à nos fédérations, à nos syndicats à nos structures territoriales, à nos sections syndicales.

Car nos équipes syndicales de proximité, si elles ont grâce à l'autonomie, la liberté de choisir la stratégie la plus adaptée, ne peuvent pas être laissées à l'abandon ou aux mains de prestataires privés.

Nous leur apporterons grâce à notre plateforme une raison supplémentaire de faire partie d'un collectif plus vaste et d'adhérer à notre union.

L'endroit le plus adéquat pour mettre en place cette galaxie de services est évidemment le cadre interprofessionnel avec ses déclinaisons territoriales et d'abord pour une simple question de moyens que nous pouvons mutualiser au profit de tous.

Elle apportera à nos équipes, Formation, appui, conseil, coaching, communication, services juridiques, et chaque secteur de l'équipe nationale aura pour mission de produire des documents utilisables pour rendre accessible les grands dossiers et appuyer nos campagnes de développement.

Mais au-delà des services rendus à nos structures, ce qui doit nous préoccuper ce sont les services à rendre à nos adhérents. Nous avons commencé lors de ce congrès à croiser les expériences mises en place dans certains secteurs. Il faudra poursuivre cette réflexion, nous nous en sommes donné le mandat.

Je pense en effet qu'avec l'affaiblissement des IRP dans le privé comme dans le public, nous avons à inventer une nouvelle offre syndicale.

Ces services, peuvent être à l'image de l'UNSA TPE, des offres sociales et culturelles pour ceux qui dans de nombreux secteurs, n'en bénéficient pas.

Mais ils doivent aussi s'adresser aux individus, en termes d'accompagnement, de garantie, de conseils, de suivi...

Le syndicalisme s'intéresse naturellement au collectif, mais parfois il le fait en niant les besoins et les aspirations individuelles et c'est ce manque que nous devons combler.

D'ailleurs, ce ne serait qu'un retour aux sources, car il faut se rappeler que notre histoire vient aussi, des Bourses du travail, qui étaient typiquement dans ce type de services aux travailleurs au début du syndicalisme français.

Voilà, j'en termine vraiment, en nous invitant à ne pas perdre un bien peut-être encore plus précieux que tous ceux que j'ai cité et qui fait aussi l'originalité de l'UNSA.

Je veux parler de la convivialité qui règne dans nos rangs, de cette simplicité dans les relations humaines, cet humanisme non pas seulement du discours, mais cet humanisme de l'acte concret.

Nous à l'UNSA, nous sommes très loin des querelles de fractions politiques, du poison des ambitions personnelles qui polluent l'ambiance de nombreuses autres organisations et qui donnent une image détestable du syndicalisme.

Non, l'aventure UNSA, c'est une aventure humaine où le respect mutuel, la bonne ambiance, les sourires, sont un supplément d'âme et nous donne une énergie collective incroyable qui nous aide, même, à militer avec plaisir.

Nous à l'UNSA, malgré les difficultés et les embûches, nous prenons soin de celles et ceux que nous représentons.

Il y a bien sûr les grands dossiers mais il y aussi cette fierté de régler chaque jour des situations très précises. Nous connaissons les noms et les visages de ceux que nous aidons, que nous accompagnons. Cet engagement, dans ces actes de solidarité, nous les accomplissons souvent de façon discrète mais c'est aussi ça le syndicalisme que nous devons valoriser.

Bref, l'UNSA, c'est le syndicat des grandes ambitions mais c'est aussi celui des conquêtes du quotidien.

L'UNSA, c'est le syndicat des valeurs et de l'intérêt général mais c'est aussi le syndicat de l'entreprise, le syndicat de la proximité, le syndicat de l'efficacité, le syndicat des résultats....

Un syndicat utile où l'on peut dire « moi ça va, je suis à l'UNSA ».

Alors je voudrais à travers vous, remercier, au-delà de nos adhérents qui nous font confiance, ces dizaines de milliers de militantes et de militants qui chaque jour partout en France vont vivre l'UNSA et sont les visages de l'UNSA.

Cher(e)s ami(e)s, cher(e)s camarades, vive les militantes et les militants de l'UNSA, vive l'UNSA !